



DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS PRISES LORS DU COMITE SYNDICAL DU 12 OCTOBRE 2022

Table des matières

N°56/2022 : DECISIONS SYNDICALES DU PRESIDENT.....	3
N°57/2022 : DSP UTVE / PRESENTATION ET ANALYSE COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER - ANNEE 2021	16
N°58/2022 : ACQUISITION FONCIERE – ARLES-SUR-TECH – PROJET DE REALISATION D'UNE AIRE DE BROYAGE-CRIBLAGE DE DECHETS VEGETAUX.....	18
N°59/2022 : SERVITUDE DE PASSAGE – ACCES AU PARKING POIDS LOURD SITUE A L'ENTREE DE L'UTVE – TERRAIN OURLY	20
N°60/2022 : CREATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) : COLLEGE DES ASSOCIATIONS LOCALES.....	22
N°61/2022 : PARTENARIATS / EVENEMENTS : REGLEMENT	25
N°62/2022 : CONVENTIONS DE PARTENARIAT D'EXPLOITATION D'UNE MICRO-PLATEFORME DE CO-COMPOSTAGE DES BIODECHETS – COMMUNAUTE DE COMMUNES DES ASPRES – CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE THUIR	27
N°63/2022 : REFECTION DE LA TOITURE DE LA RECYCLERIE D'ELNE – DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION	29
PIECES-JOINTES (PJ1 À PJ5)	31

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux-mille-vingt-deux (2022), le 12 octobre à 9h00, les membres du Comité Syndical du Sydetom66 (Syndicat Départemental de Transport de Traitement et de Valorisation des Ordures Ménagères et déchets assimilés des Pyrénées-Orientales) se sont réunis au siège du syndicat à Toulouges (66350), sur la convocation qui leur a été adressée de façon dématérialisée par le Président en date du 6 octobre 2022 conformément aux dispositions des articles L.2121-10, L.2121-12 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Nombre de membres dont le Comité Syndical est composé : 38

Étaient présents, 19 :

Jean-Louis ALIET, José ANGULO, Jean-Marie ARIS, Jacques BARTHES, Patrick CASADEVALL, Roger FERRER, Frédéric FUENTES, Jeannine GARRABE-POUGET, Christian GRAU, Stéphane LODA, Jean-Charles MORICONI, Bernard REMEDI, Armelle REVEL-FOURCADE, Fernand ROIG, Pierre-Jean SCHRECK, Joseph SILVESTRE, Pierre TAURINYA, Jean-Jacques THIBAUT, Bruno VALIENTE.

Étaient Suppléés, 3 :

Guy CALVET par Didier FOURCADE, Roger RIGALL par Gérard MAURAT, Robert VILA par Théophile MARTINEZ.

Avaient donné pouvoir, 7 :

Nicolas BARTHE à Bruno VALIENTE, Pierre BATAILLE à Jean-Marie ARIS, Alain BEZIAN à Pierre TAURINYA, Gilles FOXONET à Stéphane LODA, Patrick PASCAL à Armelle REVEL-FOURCADE, Marc PETIT à Jean-Jacques THIBAUT, Raymond PLA à Christian GRAU.

Étaient excusés, 1 :

Claude GRAU.

Étaient absents, 8 :

Laurence AUSINA, Henri BAUDET, Guillaume CERVANTES, Thierry DEL POSO, Alain FERRAND, Jean-Louis JALLAT, Laurent LEYGUE, Jean MAURY.

Secrétaire de séance : Pierre TAURINYA.

Assistaient également à la séance : Anne CAZALS, Philippe DONNADIEU, Vincent PUJOL, Christine BLOCH, Bruno RODRIGUEZ, Nicolas PERILLAT et Amaury MAINCENT.

À 9 heures 39 Jean-Jacques THIBAUT quitte la séance portant les présents et suppléés à 21 et les pouvoirs à 6.

À 10 heures 52 Jean-Jacques THIBAUT revient en séance portant les présents et suppléés à 22 et les pouvoirs à 7.

N°56/2022 : DECISIONS SYNDICALES DU PRESIDENT

Les décisions syndicales sont prises par le Président ou le Bureau Syndical en vertu des délégations que les membres du Comité Syndical leur ont consenties par délibération n° 11/2022 du 15 février 2022, et ce conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE COMITE SYNDICAL

PREND ACTE DES DECISIONS RELATEES CI-DESSOUS,

DS 18-2022 – MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE AIRE DE BROyage-CRIBLAGE DE DECHETS VEGETAUX A ARLES-SUR-TECH

Le Président du SYDETOM66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22, L2122-23 et L5211-10, relatifs aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU les crédits inscrits au Budget Primitif 2022 ;

VU la délibération du Comité Syndical du 15 décembre 2014, entérinant le schéma départemental de traitement des déchets verts tel que présenté et arrêté lors du Bureau Syndical du 29/10/2014 avec 9 aires de stockage et de broyage : Canet, Thuir, Prades, Bompas, Saint-Estève, Céret, Torreilles, Bolquère et Le Soler ;

VU le besoin de réaliser une aire de broyage criblage sur le territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir, Commune d'Arles-sur-Tech, sur un terrain mitoyen de la déchèterie communautaire ;

VU les tonnages de déchets végétaux collectés dans les trois déchèteries de la Communauté de Communes (Arles-sur-Tech, Prats de Mollo et Saint Laurent de Cerdans) transportés jusqu'à présent sur l'aire du Boulou ;

VU la consultation lancée le 1^{er} juillet auprès des cabinets :

- BE2T, 440 rue Jammes Watt, Tecnosud, 66100 PERPIGNAN,
- BET S.ABIG, 8 rue de l'égalité, 66130 ILLE-SUR-TET,
- RTI, 71 route du Moulin d'Orles, 66000 PERPIGNAN

VU l'analyse des offres reçues, notamment le pourcentage de rémunération de chacun des trois candidats ;

CONSIDERANT « l'impact carbone » de ce transfert de déchets sur la route départementale D115 ;

CONSIDERANT pour ce faire la nécessité de missionner une maîtrise d'œuvre ;

DECIDE

ARTICLE 1 :

✚ DE RETENIR l'offre du **Cabinet BET S.ABIG**, 8 rue de l'égalité, 66130 ILLE-SUR-TET, pour la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'aire de broyage-criblage d'Arles-sur-Tech,

ARTICLE 2 :

✚ DE CONFIER la mission de maîtrise d'œuvre partielle, composée des éléments suivants :

○ ESQ : Esquisse	07%
○ AVP : Avant Projet Sommaire	21%
○ PRO : Projet	22%
○ ACT : Assistance Contrat Travaux	09%
○ VISA : Visa des Etudes d'Exécution	07%
○ DET : Direction de l'Exécution des Travaux	27%
○ AOR : Assistance Opérations de Réceptions	07%

ARTICLE 3 :

✚ DE VALIDER les phases de déroulement de la mission comme suit :

- ESQ : Esquisse (1 semaine)
- AVP : Avant-Projet Sommaire (2 semaines)
- PRO (3 semaines)
- ACT (déroulement du chantier)
- VISA

1. ➔ Chantier estimé à 4 mois

ARTICLE 4 :

✚ D'ACCEPTER les conditions financières des travaux à réaliser, ainsi que la rémunération du maître d'œuvre :

○ Coût prévisionnel des travaux :	500 000 € HT
○ Taux de rémunération :	5,00 %
○ Montant total de la mission :	25 000 € HT
○ TVA 20% :	05 000 €
○ Montant de la mission TTC :	30 000 € TTC

ARTICLE 5 :

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

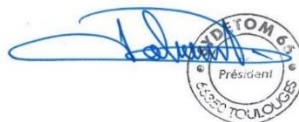
Cette décision sera :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à :
 - Au bureau d'études BET S.ABIG
 - Mr le Receveur syndical comptable public
- Transcrite sur le Registre des décisions syndicales
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.



À Toulouges, le 6 juillet 2022

Le Président,
Bruno VALIENTE.



DS 19-2022 – PROGRAMMATION COMPLEMENTAIRE AUX EPANDAGES 2022

APPROBATION D'UNE PROGRAMMATION
COMPLEMENTAIRE 2022 AUX EPANDAGES
ET ATTRIBUTION DE L'OPERATION DE CURAGE DE LA STEU DE PY

Le Président du Sydetom66,

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU la délibération n°39/16 du Comité Syndical du 30 juin 2016 qui entérine la mission de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des plans d'épandage des boues de STEU à lits ou filtres plantés de roseaux des collectivités par le Sydetom66 ;

VU l'arrêté du 30 avril 2020, interdisant l'épandage des boues dans le contexte COVID 19 ;

VU l'arrêté COVID du 20 avril 2021, modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 ;

VU le Code de la commande publique ;

VU les crédits ouverts au budget concerné de la Collectivité ;

CONSIDERANT la nécessité de curer les boues de STEU de la commune de PY et l'urgence signalée par le SATESE 66 en raison de travaux à venir sur la STEU.

CONSIDERANT que le traitement de ces boues ne s'effectue que dans la filière co-compostage eu égard au fait que les lits n'ont pas été mis au repos pendant plus d'un an (critère obligatoire de l'arrêté COVID du 20 avril 2021).

DECIDE

ARTICLE 1 : Complément à la programmation 2022

Par suite de l'arrêté du 30 avril 2020 interdisant l'épandage des boues insuffisamment hygiénisées, le Sydetom66 (en accord avec le SATESE 66 et la commune de PY, représentée par madame ELLIOTT – Maire) planifie le curage de la STEU de PY pendant l'été 2022 et le traitement des boues par co-compostage.

ARTICLE 2 : Prestataire

Il a été attribué à la société ALLIANCE la réalisation de ce curage et le transport des boues en question.

ARTICLE 3 : Budget

Il est rappelé que ces opérations sont prévues dans le cadre du budget annexe « traitement des boues » et que le Sydetom66 refacturera à l'euro/l'euro les prestations à la mairie de PY.

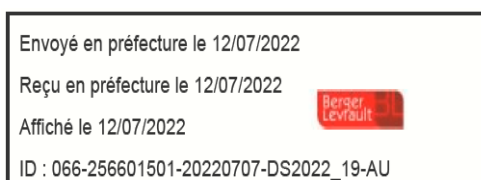
ARTICLE 3 : Validations

Le devis formalisé par la société ALLIANCE au titre de l'opération 2022 est validé en amont par la mairie de PY pour un montant de 6 000 € H.T.

ARTICLE 4 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

Cette décision sera :

- Transmise :
 - A Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
 - A la mairie de PY
 - A la Société ALLIANCE
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.



À Toulouges, le 7 juillet 2022

Le Président,
Bruno VALIENTE.



DS 20-2022 – MAPA LOCATION ENTRETIEN DE VETEMENTS DE TRAVAIL

Le Président du SYDETOM66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22, L2122-23 et L5211-10, relatifs aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU les crédits inscrits au Budget Primitif 2022 ;

VU l'AAPC du 07/06/2022 ;

VU les offres reçues ;

VU l'analyse des offres ;

CONSIDERANT la nécessité de conclure un marché pour la

LOCATION ENTRETIEN DE VETEMENTS DE TRAVAIL DECIDE

ARTICLE 1 : Titulaire

Un MAPA sera contractualisé avec l'entreprise suivante :

MAJ ELIS LANGUEDOC ROUSSILLON
50 Avenue Paul Sabatier
11100 NARBONNE

ARTICLE 2 : Montants

Le montant estimé du marché est de 101 741.66 € HT soit 122 090.00 € TTC, ce montant pourra évoluer en fonction du nombre d'agents à doter et/ou des points de livraison.

ARTICLE 3 : Durée

La durée du marché est de 48 mois

ARTICLE 4 :

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

Cette décision sera :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à :
 - A MAJ ELIS
 - Mr le Receveur syndical comptable public
- Transcrite sur le Registre des décisions syndicales
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 18/08/2022

Reçu en préfecture le 18/08/2022

Affiché le 18/08/2022

ID : 066-256601501-20220816-DS2022_20-AU



A Toulouges, le 16 Aout 2022

Le Président,
Bruno VALIENTE.



DS 21-2022 – ACCOMPAGNEMENT POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) DIRECTEUR(TRICE) GENERAL(E) DES SERVICES (DGS)

Le Président du Sydetom66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22, L2122-23 et L5211-10, relatifs aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU les crédits inscrits au Budget Primitif 2022 ;

VU la cessation des fonctions de l'actuelle Directrice Générale des Services au 31 aout 2022 ;

VU la consultation pour un accompagnement au recrutement auprès des cabinets :

- Michael PAGE – 164, avenue Achille Peretti – 92200 NEUILLY SUR SEINE
- LIGHT CONSULTANTS – 282, bd St Germain – 75007 PARIS
- FURSAC ANSELIN et associés – 60, rue St André des Arts – 75006 PARIS

VU l'analyse des offres ;

CONSIDERANT la nécessité de recourir à l'accompagnement d'un cabinet spécialisé dans le recrutement pour le remplacement de la Directrice Générale des Services ;

DECIDE

ARTICLE 1 :

✎ DE RETENIR l'offre du cabinet de recrutement Michael PAGE – 164, avenue Achille Peretti – 92200 NEUILLY SUR SEINE, pour la mission d'accompagnement au recrutement du (ou de la) DGS du syndicat,

ARTICLE 2 :

✎ DE VALIDER les phases de déroulement de la mission comme suit :

- Réunion de lancement (dans les 5 jours qui suivent l'acceptation de l'offre) ;
- Proposition d'annonce (rédaction annonce + mise en place du plan média sur 10 supports) ;
- Recherche de candidats (approche directe des candidats et chasse + retour plan média) ;
- Sélection des candidats (entretiens physiques avec les candidats, vérification des conditions de recrutement, prises de références professionnelles, passation test de personnalité) ;
- Présentation des candidats (présentation dossier de présentation, débriefing approfondi avec l'organisme et les candidats) ;

- Jury de recrutement (accompagnement de la structure dans le choix final avec possibilité pour le consultant d'assister aux entretiens et de participer aux négociations) ;
- Suivi du recrutement (premier point réalisé avec le candidat dans les 2 mois et avec le client).

La mission se déroulera dans les 5 semaines qui suivent l'acceptation de l'offre, le suivi du recrutement s'effectuant dans les 2 mois qui suivent ce dernier.

ARTICLE 3 :

↳ D'ACCEPTER les conditions financières comme suit :

Les honoraires pour cette mission d'accompagnement incluent tous les frais annexes et s'élèvent à un montant forfaitaire de 8 500 € HT, perçus comme suit, dans une logique de service fait :

- 2 500 € HT au titre du début de la mission (analyse du poste, définition du profil, plan média adapt, lancement chasse/démarrage de la recherche, mobilisation des réseaux professionnels)
- 3 000 € HT à la présentation des candidats de la « short-list » ;
- 3 000 € HT au moment de l'acceptation par le ou la candidat(e) de l'offre d'engagement.

ARTICLE 4 :

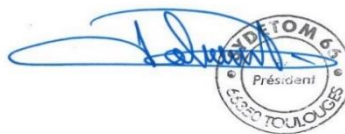
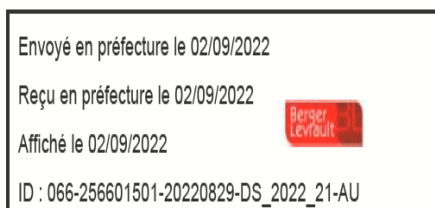
La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

Cette décision sera :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à :
 - Au cabinet Michael PAGE
 - Mr le Payeur départemental
- Transcrite sur le Registre des décisions syndicales
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.

A Toulouges, le 29 août 2022

Le Président,
Bruno VALIENTE.

DS 22-2022 – CONTRAT ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE

Le Président du SYDETOM66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22, L2122-23 et L5211-10, relatifs aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU le courrier de la compagnie d'assurance titulaire du lot « flotte automobile » indiquant une augmentation de 50 % de la cotisation annuelle au vu de la sinistralité du contrat sous peine de résiliation ;

VU la proposition de AXA ASSURANCES ;

CONSIDERANT l'obligation légale d'assurer la « flotte automobile » ;

DECIDE

ARTICLE 1 :

✎ Un contrat « flotte automobile » sera établi avec :

AXA ASSURANCES
JM BOURRET
51 bis avenue du Général de Gaulle
66000 PERPIGNAN

ARTICLE 2 :

✎ Le contrat sera établi pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 3 :

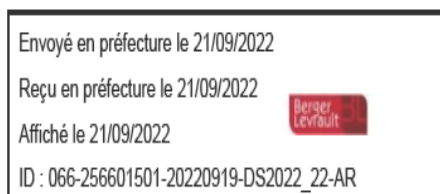
✎ La cotisation annuelle sera de 20 925.24 € TTC hors révisions et mouvements de flotte.

ARTICLE 4 :

✎ Les Directeurs Généraux Adjoints sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

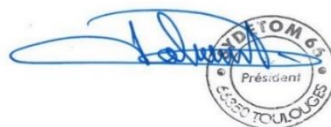
Cette décision sera :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à :
 - AXA Assurances
 - Mr le Payeur Départemental 66, comptable de la collectivité
- Transcrite sur le Registre des décisions syndicales
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.



A Toulouse, le 19 septembre 2022

Le Président,
Bruno VALIENTE.



DS 23-2022 – AVENANT CONVENTION ECO DDS MODIFICATION DU PERIMETRE

Le Président du Sydetom66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L.2122-23 et L.5211-10, relatifs aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU la délibération n°17/19 du 10 avril 2019 portant le renouvellement de la convention entre ECO DDS et le Sydetom66 ;

VU la demande de modification du périmètre faite par le Sydetom66 et l'acceptation par ECO DDS le 22 juillet 2022 ;

CONSIDERANT la nécessité de collecter les déchets diffus spécifiques ménagers de quatre déchèteries supplémentaires ;

« AVENANT DE CONVENTION ENTRE L'ECO-ORGANISME DE LA FILIERE DES DECHETS DIFFUS SPECIFIQUES MENAGERS ET LE SYDETOM66 »

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant de convention sera signé entre le Sydetom66 et :

La Société ECO DDS
117, avenue Victor Hugo
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

ARTICLE 2 : Objet

L'avenant de convention, suite à la demande de modification du périmètre, entraînera l'ajout de quatre déchèteries définies en annexe dudit avenant.

Les quatre déchèteries seront les suivantes :

- Déchèterie de PIA sise : Route du Stade – 66380 PIA
- Déchèterie de TUCHAN sise : Route de la Distillerie – 11350 TUCHAN
- Déchèterie de DURBAN sise : Route de Villeneuve – 11630 DURBAN
- Déchèterie Intercommunale de SUD ROUSSILLON sise : Route d'Alénia – 66750 SAINT-CYPRIEN

2.

Le Sydetom66 s'engagera à fournir les arrêtés préfectoraux associés ou les récépissés de déclaration avant le démarrage opérationnel.

ARTICLE 3 : Délais et documents réglementaires

Le premier enlèvement des DDS ménagers par ECO DDS ne pourra avoir lieu dans un délai inférieur à trente jours à partir de la conclusion de l'avenant de la convention

par les parties pour les quatre déchèteries définies ci-dessus, sauf disposition autres définies entre les parties.

Ce délai permettra aux parties de réunir les données et documents réglementaires associés aux nouvelles déchèteries.

Les autres dispositions de la convention resteront inchangées.

ARTICLE 4 : Annexe

Une fiche « informations relatives aux déchèteries acceptant les DDS ménagers » sera annexée à l'avenant de convention.

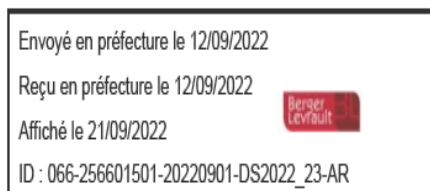
ARTICLE 5 :

Les Directeurs Généraux Adjointes des Services seront chargés de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

Cette décision sera :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à :
 - Mr le Receveur syndical comptable public
 - Société ECO DDS
- Transcrite sur le Registre des décisions syndicales
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.

A Toulouges, le 1 septembre 2022



Le Président,
Bruno VALIENTE.



DS 24-2022 – MAPA ETUDE D'OPTIMISATION DU CENTRE DE TRI DES EMBALLAGES MENAGERS RECYCLABLES

Le Président du SYDETOM66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22, L2122-23 et L5211-10, relatifs aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU les crédits inscrits au Budget Primitif 2022 ;

Comité Syndical du 12/10/2022

VU l'AAPC du 27/06/2022 ;

VU les offres reçues ;

VU l'analyse des offres ;

CONSIDERANT la nécessité de conclure un marché pour l'

ETUDE D'OPTIMISATION DU CENTRE DE TRI DES EMBALLAGES MENAGERS RECYCLABLES

DECIDE

ARTICLE 1 : Titulaire

Un MAPA sera contractualisé avec l'entreprise suivante :

ELCIMAI ENVIRONNEMENT SAS
105 rue du Maquet
34920 LE CRES

ARTICLE 2 : Montant

Le montant de la mission est de 38 675 € HT soit 46 410 € TTC.

ARTICLE 3 : Durée

La durée du marché est de 6 mois.

ARTICLE 4 :

Les Directeurs Généraux Adjointes des Services seront chargés de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

Cette décision sera :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à :
 - Mr le Receveur syndical comptable public
 - Elcimai Environnement
- Transcrite sur le Registre des décisions syndicales
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 09/09/2022
Reçu en préfecture le 09/09/2022
Affiché le 12/09/2022
ID : 066-256601501-20220909-DS24_2022-AR



A Toulouges, le 09 septembre 2022

Le Président,
Bruno VALIENTE.



DS 25-2022 – ACQUISITION DE DEUX VEHICULES ELECTRIQUES

Le Président du Sydetom66,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L-2122, L-2122-23 et L-5211-10 alinéas 3 et 4 ;

VU l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Président et au Bureau par le Comité Syndical ;

VU la délibération n° 11/22 du 15 février 2022 portant délégation du Comité Syndical au Président et au Bureau Syndical ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU la Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019, dite LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) qui détermine l'obligation pour les collectivités et établissements publics d'acquérir au moins 50% de véhicules à faibles émissions lors du renouvellement annuel de leur flotte (article 76) ;

VU que cette acquisition de deux véhicules électriques permet au Sydetom66 de bénéficier du bonus écologique ainsi que de la prime à la conversion dans le cadre de la reprise de deux véhicules anciens, et ne modifie pas la taille du parc actuel ;

VU les crédits ouverts au budget concerné de la Collectivité ;

VU la consultation effectuée par le Sydetom66 auprès des concessionnaires CITROEN, RENAULT et PEUGEOT ;

VU les propositions des candidats ;

CONSIDERANT la nécessité de renouveler périodiquement le parc automobile, tout en respectant le cadre réglementaire défini notamment par la Loi LOM.

DECIDE

« L'ACQUISITION DE DEUX VEHICULES ELECTRIQUES D'OCCASION »

ARTICLE 1 : Définition

Un contrat de fourniture de deux véhicules légers d'occasion est passé avec le concessionnaire :

**PERPIGNAN AVENIR AUTOMOBILE SAS
RENAULT PERPIGNAN
1935 AVENUE D'ESPAGNE
66102 PERPIGNAN**

ARTICLE 2 : Type de véhicule

- ZOE Q90 INTENS ELECTRIQUE

- ZOE R110 ELECTRIQUE

- Peinture blanc glacier

- Peinture gris highland

ARTICLE 3 : Montant et livraison

Le prix d'acquisition du véhicule électrique ZOE Q90 INTENS, après remise, application du bonus écologique et reprise d'un véhicule léger entrant dans le dispositif de la prime à la conversion, est arrêté à 21 760,00 € TTC y compris frais annexes (carburant, certificat d'immatriculation...).

Le prix d'acquisition du véhicule électrique ZOE R110, après remise, application du bonus écologique et reprise d'un véhicule léger entrant dans le dispositif de la prime à la conversion, est arrêté à 22 660,00 € TTC y compris frais annexes (carburant, certificat d'immatriculation...).

Les véhicules en reprise sont :

- Un Berlingo Citroën Gasoil, immatriculé 3298 TK 66, mis en circulation le 09/12/2004, marquant 159 409 kms au compteur,
- Un Partner Peugeot Gasoil, immatriculé 326 VG 66, mis en circulation le 09/02/2009, marquant 147 776 kms au compteur.

La date limite de livraison se fera en semaine 39.

ARTICLE 4 :

Les Directeurs Généraux Adjointes des Services seront chargés de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Comité Syndical.

Cette décision sera :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à :
 - Garage Renault Perpignan
 - Mr le Payeur départemental
- Transcrite sur le Registre des décisions syndicales
- Publiée et affichée suivant la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 22/09/2022

Reçu en préfecture le 22/09/2022

Affiché le 22/09/2022

ID : 066-256601501-20220921-DS2022_25-AR



A Toulouges, le 21/09/2022

Le Président,
Bruno VALIENTE.

Nombre de membres présents :	22
Nombre de suffrages exprimés :	0
Nombre de votes pour :	0
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

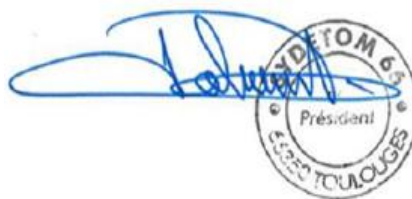
Affiché le 17/10/2022

ID : 066-256601501-20221013-D2022_56-DE



Toulouges le 13 octobre 2022,

Le Président,
Bruno VALIENTE.



DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

N°57/2022 : DSP UTVE / PRESENTATION ET ANALYSE COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER - ANNEE 2021

Le Vice-Président délégué à la DSP UTVE, Jean-Jacques THIBAUT, expose à l'assemblée,

A l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence lancée et organisée sur le fondement des articles L.1411-1 et suivants du CGCT, le Sydetom66 a conclu, le 2 juillet 1999, un Bail Emphytéotique Administratif (BEA) assorti d'une convention d'exploitation (CONVEX), avec le groupement solidaire d'entreprises CIDEME SAUR auquel s'est substituée la société CYDEL dès 2003.

La Délégation de Service Public, confiant à la société CYDEL (aujourd'hui devenue PAPREC ENERGIES 66 – PE66) l'exploitation de l'Unité de Traitement à Valorisation Energétique (UTVE), a fait l'objet de 14 avenants et s'applique jusqu'au 6 juillet 2026 (20 ans + 3 ans).

Aux termes de l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de Service Public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du Service Public.

Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Cette obligation permet à l'autorité délégante d'opérer les vérifications et contrôles sur l'exécution du contrat, mais aussi d'analyser l'équilibre du contrat de délégation et le respect de ses clauses essentielles.

La société PE66 présente donc, chaque année, en application des dispositions précitées, un Compte Rendu Technique et Financier (CRTF) que les Assistants à

Maîtrise d'Ouvrage (AMO) du Sydetom66, les cabinets SAGE ENGINEERING et FINANCE CONSULT, analysent pour pouvoir être présenté aux élus du Comité Syndical.

Les Assistants en Maîtrise d'Ouvrage du syndicat font une présentation détaillée de la synthèse de l'analyse du CRTF 2021, pour discussion avec l'assemblée (document ci-joint).

LE COMITE SYNDICAL

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT, DELIBERE ET DECIDE

☞ **D'APPROUVER** l'exposé du Vice-Président ;


☞ **DE PRENDRE ACTE** du Compte Rendu Technique et Financier 2021 produit par la société PE66, au titre de l'exploitation de l'UTVE, ainsi que de l'analyse réalisée et des remarques formulées au titre du contrôle effectué par les AMO du syndicat ;

☞ **DE TRANSMETTRE** au délégataire un courrier faisant état des observations de l'assemblée ;



☞ **D'AUTORISER**, le Président Bruno VALIENTE ou son délégué, à signer toutes les pièces utiles à la dévolution de cette affaire.

Nombre de membres présents :	21
Nombre de suffrages exprimés :	27
Nombre de votes pour :	27
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0

Envoyé en préfecture le 14/10/2022
Reçu en préfecture le 14/10/2022
Affiché le 17/10/2022
ID : 066-256601501-20221013-D2022_57-DE



Toulouges le 13 octobre 2022,
Le Président,
Bruno VALIENTE.



DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à : Société PAPREC Energies 66
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

N°58/2022 : ACQUISITION FONCIERE – ARLES-SUR-TECH – PROJET DE REALISATION D'UNE AIRE DE BROYAGE-CRIBLAGE DE DECHETS VEGETAUX

La Vice-Présidente, déléguée à l'administration générale, Jeannine GARRABE POUGET, expose à l'assemblée :

Le Sydetom66 projette la réalisation d'une aire de broyage criblage de déchets végétaux sur le territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir.

Ce projet répond à plusieurs objectifs de bonne gestion des services publics, notamment :

- Le désengorgement de l'aire de broyage-criblage du Boulou dont la configuration ne permet pas des interventions sécurisées des équipes du Sydetom66 et dont la superficie limite le volume de déchets végétaux en stock ;
- La diminution très importante de l'impact carbone lié au transport de déchets végétaux non broyés depuis les déchèteries de la Communauté de Communes du Haut Vallespir (Saint Laurent-de-Cerdans, Prats-de-Mollo et Arles-sur-Tech) jusqu'à l'aire du Boulou, attenante à la déchèterie ;
- La fermeture le 31 décembre 2022 du Quai de Transfert de Saint Laurent-de-Cerdans en raison de sa vétusté et d'un accès devenu dangereux.

Après plusieurs réunions de concertation, il est apparu que le terrain attenant à la déchèterie d'Arles-Sur-Tech, cadastré section AA, n°32 d'une contenance de 37 a 55 ca, propriété de Monsieur Luc CABROL, paysagiste, demeurant 31 avenue Alzine Rodone à Arles-Sur-Tech pouvait être retenu pour la réalisation de cette aire de broyage-criblage. Le montant de l'acquisition foncière a été fixé à trente-huit mille cinq cents euros (38 500€), auquel s'ajouteront les frais d'acte.

D'un point de vue technique, cette surface égale à près de 3 800m² est suffisante pour réceptionner et traiter le gisement de déchets végétaux de la Communauté de Communes du Haut Vallespir évalué à +/- 1 200 tonnes annuelles, soit environ 800m³.

Cette plateforme sera aménagée selon les standards définis entre la DREAL et le Sydetom66 et respectera les prescriptions générales de l'arrêté ministériel relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) rubrique 2794 « installation de broyage de déchets végétaux non dangereux ».

Attenante à la déchèterie d'Arles-Sur-Tech, elle comprendra une zone de réception des apports des usagers et une zone de traitement réservée aux services du Sydetom66.

En préalable à cette acquisition un certificat d'urbanisme opérationnel a été déposé en Mairie d'Arles-Sur-Tech le 2 mai 2022 ; il est revenu positif le 24 mai 2022 avec certaines conditions préalables, qui sont en cours d'être levées.

En parallèle, par décision du Président n°18/2022, le Sydetom66 a confié, après consultation, une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de cette opération au Cabinet BET S. ABIG. Le coût prévisionnel des travaux est évalué à 500 000€ HT.

LE COMITE SYNDICAL

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE, DELIBERE ET DECIDE

☞ **D'APPROUVER** l'exposé de la Vice-Présidente ;

☞ **D'APPROUVER** les termes de l'acquisition à intervenir de la parcelle section AA n°32 d'une contenance de 3 755m², appartenant à Monsieur Luc CABROL, comme indiqué ci-dessus (plans ci-joints) ;

☞ **D'INDIQUER** que la rédaction des actes y afférents sera confiée à l'Office Notarial d'Arles-Sur-Tech, Me Marc DENAMIEL ;

☞ **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'acte à intervenir et toutes les pièces utiles à la dévolution de cette affaire.

Nombre de membres présents :	21
Nombre de suffrages exprimés :	27
Nombre de votes pour :	27
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Affiché le 17/10/2022

ID : 066-256601501-20221013-D2022_58-DE



Toulouges le 13 octobre 2022,

Le Président,
Bruno VALIENTE.

DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à Maître Marc DENAMIEL
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Comité Syndical du 12/10/2022

N°59/2022 : SERVITUDE DE PASSAGE – ACCES AU PARKING POIDS LOURD SITUE A L'ENTREE DE L'UTVE – TERRAIN OURRY

La Vice-Présidente, déléguée à l'administration générale, Jeannine GARRABE POUGET, expose à l'assemblée :

Par un marché conclu le 5 janvier 2022, la réalisation d'une aire de stationnement réservée aux poids lourds à l'entrée de l'UTVE de Calce a été engagée.

Les travaux se sont déroulés conformément aux plans et au planning définis par le maître d'œuvre.

La réalisation de l'accès à cette aire de stationnement nécessite d'emprunter une partie de foncier propriété de la Société Ourry, Société par actions simplifiée au capital de 1 341 450,00 €, dont le siège est à CHAMPDEUIL (77390), Ferme des Fusées, identifiée au SIREN sous le numéro 786650077 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MELUN, laquelle a accepté de consentir une servitude de passage qui s'exercera sur les parcelles suivantes :

DESIGNATION DES BIENS

- I - Fonds dominant

A CALCE (PYRÉNÉES-ORIENTALES) 66600 Lieu-dit La Couaxe.

Deux parcelles. en nature de terre

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
C	991	LA COUAXE	00 ha 25 a 81 ca
C	993	LA COUAXE	00 ha 37 a 08 ca

Total surface : 00 ha 62 a 89 ca

Lesdites parcelles appartenant au SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE TRANSPORT DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES ORDURES MENAGERES ET AUTRES DECHETS DES PYRENEES ORIENTALES (SYDETOM), susdénommé.

- II - Fonds servant

A CALCE (PYRÉNÉES-ORIENTALES) 66600 Lieu-dit LA COUAXE.

Une parcelle en nature de terre.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
C	961	LA COUAXE	00 ha 92 a 55 ca

Etant ici précisé que cette servitude s'exercera sur une emprise de 70 m², côté ouest, ladite parcelle appartenant à la SAS OURRY susdénommée.

Un extrait du plan cadastral est joint au présent rapport.

Cette convention de servitude de passage, évaluée pour les besoins de la publicité foncière à la somme de cent Euros (100,00 €), est consentie par la Société OURRY, ci-dessus désignée, et propriétaire du fonds servant, à titre gratuit, pour une emprise de 70 m² (Cf. plan annexé à la présente délibération), au Sydetom66, propriétaire du fonds dominant dans les conditions suivantes :

- En tout temps et heure, pour tout type de véhicule dont le gabarit et le PTAC sont appropriés pour emprunter l'accès aménagé, sans endommager le réseau de transport RCU ;

- Aux propriétaires pour leurs besoins personnels et leurs activités ;

- Pour la durée de l'exploitation de l'Unité de Valorisation Energétique des Ordures Ménagères Résiduelles et le Centre de Tri (Arc Iris) de Calce ;

- Aucun ouvrage ne sera réalisé sur la parcelle du propriétaire du fonds servant qui devra rester libre de toute occupation et permettre une intervention d'urgence sur le RCU ;

- Tout dommage sur le RCU au droit de la servitude et tout défaut d'entretien sont de la responsabilité du propriétaire du fonds dominant exclusivement ;

- La prise en charge des frais d'acte afférents est à la charge du Sydetom66, propriétaire du fonds dominant.

LE COMITE SYNDICAL

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE, DELIBERE ET DECIDE

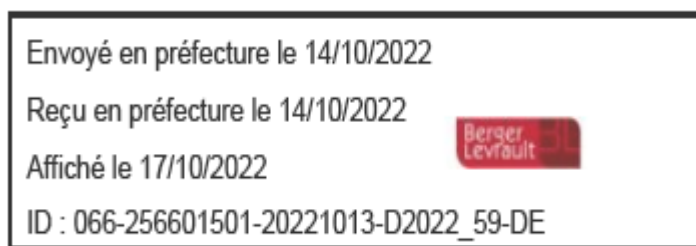
☞ **D'APPROUVER** l'exposé de la Vice-Présidente ;

☞ **DE DECIDER** de la constitution d'une servitude de passage par la société OURRY au profit du Sydetom66 ;

Comité Syndical du 12/10/2022

- ☞ **D'APPROUVER** que le paiement des frais d'actes soit à la charge du Sydetom66 ;
- ☞ **D'INDIQUER** que la rédaction des actes y afférents sera confiée à l'Office Notarial du Soler, Me Caroline CARDOS ;
- ☞ **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de servitudes et toutes les pièces utiles à la dévolution de cette affaire.

Nombre de membres présents :	21
Nombre de suffrages exprimés :	27
Nombre de votes pour :	27
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0



Toulouges le 13 octobre 2022,

Le Président,
Bruno VALIENTE.

DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à Maître Caroline CARDOS
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

N°60/2022 : CREATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) : COLLEGE DES ASSOCIATIONS LOCALES

La Vice-Présidente, déléguée à l'administration générale, Jeannine GARRABE POUGET, expose à l'assemblée :

En vertu de l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, créent une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par Délégation de Service Public, ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

La Commission est présidée par le Président du syndicat ou son représentant.

Elle comprend des membres de l'assemblée délibérante, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son Président inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Le nombre de membres de la CCSPL, ainsi que ses modalités de fonctionnement sont librement fixées par l'organe délibérant.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des Services Publics Locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son Président :

- ⇒ Le rapport, mentionné à l'article L.1411-3, établi par le délégataire de Service Public (*Le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte*).
- ⇒ Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante sur :

- ⇒ Tout projet de Délégation de Service Public, avant que l'assemblée délibérante se prononce dans les conditions prévues par l'article L.1411-4. (*Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article [L. 1413-1](#). Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire*).
- ⇒ Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie

Le Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La Vice-Présidente rappelle à l'assemblée que par délibération n°31/2020 du 22 octobre 2020, modifiée par délibération n°14/2022 du 9 mars 2022 (suite aux dernières élections) les membres du collège des représentants de l'assemblée délibérante ont été désignés comme suit :

- Le Président de l'assemblée délibérante ou son représentant
- 2 membres titulaires :
 - Jean-Jacques THIBAUT (a remplacé Bruno VALIENTE devenu Président de droit de la commission)
 - Jacques BARTHES

- 2 membres suppléants :
 - Guy CALVET
 - Roger FERRER

Elle précise que la composition de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) est présumée complète lorsque les représentants des associations locales ont été désignés. Elle propose en conséquence que le Collège des associations locales soit composé de :

- La Fédération pour les Espaces Naturels de l'Environnement des P.O. (FRENE 66), représentée par son Président, Marc MAILLET, ou son représentant
- La coordination Environnement Traitement des déchets des P.O., représentée par son Président, Gérard BRET, ou son représentant
- L'association Charles Flahaut (Centre Régional d'initiation et d'éducation à l'environnement), représentée par son Président, Pierre BERNADET, ou son représentant
- La CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie) : association de consommateurs, représentée par son Président ou son représentant

Il est à noter que les 3 premières associations siègent à la Commission de Suivi de Site (CSS) de l'UTVE de Calce.

3.

LE COMITE SYNDICAL

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE, DELIBERE ET DECIDE

☞ **D'ADOPTER**, l'exposé de la Vice-Présidente ;

☞ **DE DESIGNER**, dans les conditions indiquées ci avant, les membres du Collège des associations locales de la CCSPL, comme suit :

- La Fédération pour les Espaces Naturels de l'Environnement des P.O. (FRENE 66), représentée par son Président, Marc MAILLET, ou son représentant ;
- La coordination Environnement Traitement des déchets des P.O., représentée par son Président, Gérard BRET, ou son représentant ;
- L'association Charles Flahaut (Centre Régional d'initiation et d'éducation à l'environnement), représentée par son Président, Pierre BERNADET, ou son représentant ;
- La CLCV, représentée par son Président ou son représentant ;

☞ **D'AUTORISER**, le Président Bruno VALIENTE ou son délégué, à signer toutes les pièces utiles à la dévolution de cette affaire.

Nombre de membres présents :	21
Nombre de suffrages exprimés :	27
Nombre de votes pour :	27
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Affiché le 17/10/2022

ID : 066-256601501-20221013-D2022_60-DE



Toulouges le 13 octobre 2022,

Le Président,
Bruno VALIENTE.

DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée aux associations : La Fédération pour les Espaces Naturels de l'Environnement des P.O. (FRENE 66) ; la coordination Environnement Traitement des déchets des P.O. ; l'association Charles Flahaut (Centre Régional d'initiation et d'éducation à l'environnement) et la CLCV.
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

N°61/2022 : PARTENARIATS / EVENEMENTS : REGLEMENT

Le Vice-Président délégué, Jean-Louis ALIET, expose à l'assemblée :

Le Sydetom66 est sollicité par des acteurs économiques, culturels, sportifs et institutionnels pour développer des mécénats, des partenariats, des stands d'information ou acheter des espaces publicitaires dans des communications/publications locales ou intercommunales.

Mécénats :

Le syndicat n'est pas voué à participer financièrement à des événements quelques soient leurs natures. Aucun budget n'est alloué pour ce type d'opération, toutes les demandes feront l'objet d'une réponse en ce sens. Une exception sera consentie dans le cadre d'un devoir de mémoire envers un des « pères fondateurs » du syndicat : une enveloppe financière sera définie annuellement pour le Trophée Gino Massarotto.

Partenariats :

Le syndicat ne s'engage plus dans la mise à disposition de matériels de collecte pour les événements populaires. Toutes les demandes seront redirigées vers les EPCI compétents en matière de collecte des déchets. Le Sydetom66 met à disposition de ses adhérents une fiche technique et des modèles de visuels informatifs à imprimer,

pour éco-concevoir des événements dans une dynamique de prévention et de recyclage des déchets.

Stands d'information :

Le Sydetom66 s'engage à tenir un stand d'information sur les événements portés par :

- L'Etat
- Les collectivités territoriales comme le CD66 ou la Région
- Les Recycleries
- Les éco-organismes
- L'association des maires « AMF66 »

Pour les événements à l'échelle locale le Sydetom66 peut, en l'absence des ambassadeurs du tri de la collectivité adhérente, soutenir cette dernière en mettant un agent à disposition pour tenir un stand d'information sur le recyclage ou la prévention des déchets. Cette demande de l'EPCI devra être formulée par écrit au moins deux mois avant l'évènement et devra s'inscrire dans une politique de prévention des déchets. Cette demande sera étudiée par le syndicat en fonction des moyens dont il dispose.

Espaces publicitaires :

Dans le cadre du reversement aux EPCI des soutiens CITEO liés au barème F, le syndicat propose un soutien financier sur les publirédactionnels et publicités qui favorisent les bons gestes de tri des usagers (délibération annuelle). Il s'agit notamment de soutenir financièrement les campagnes de communication portées par les EPCI, dans les limites précisées dans le règlement de reversement des soutiens, les publications municipales pouvant être également soutenues si elles sont intégrées dans le plan de communication porté par l'EPCI.

LE COMITE SYNDICAL

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT, DELIBERE ET DECIDE

☞ **D'ADOPTER**, l'exposé du Vice-Président ;

☞ **D'ENTERINER**, le nouveau règlement relatif aux partenariats et aux événements comme indiqué ci-avant ;

☞ **D'AUTORISER**, le Président Bruno VALIENTE ou son délégué, à signer toutes les pièces utiles à la dévolution de cette affaire.

Nombre de membres présents :	21
Nombre de suffrages exprimés :	27
Nombre de votes pour :	27
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Affiché le 17/10/2022

ID : 066-256601501-20221013-D2022_61-DE



Toulouges le 13 octobre 2022,

Le Président,
Bruno VALIENTE.

DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée aux collectivités adhérentes
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

N°62/2022 : CONVENTIONS DE PARTENARIAT D'EXPLOITATION D'UNE MICRO-PLATEFORME DE CO- COMPOSTAGE DES BIODECHETS – COMMUNAUTE DE COMMUNES DES ASPRES – CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE THUIR

Le Vice-Président délégué à la valorisation organique, aux déchets verts et aux boues de STEU, Roger FERRER, expose à l'Assemblée :

L'article L. 541-21-1 du code de l'environnement, issu de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGEC) du 10 février 2020 stipule :

“Au plus tard le 31 décembre 2023, l'obligation de tri à la source, collecte sélective et valorisation des biodéchets s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets ».

Anticipant la réglementation, le Sydetom66 a élaboré un schéma départemental de tri à la source des biodéchets permettant d'identifier les gisements par EPCI et de sensibiliser les collectivités aux évolutions réglementaires concernant cette fraction des ordures ménagères et notamment leur obligation de trouver des solutions techniques de collecte séparée des biodéchets dans une perspective de valorisation de proximité (responsabilité du Sydetom66) à l'échéance du 1er janvier 2024.

A moyen terme, les volumes de biodéchets vont augmenter et le Sydetom66 doit définir une ou plusieurs options de traitement dédiées qui devront garantir un retour à la terre de ces déchets à haute valeur en matière organique, limiter les transports pour éviter de déplacer des masses de déchets d'un bout à l'autre du département et présenter des bilans carbone et économique favorables.

Comité Syndical du 12/10/2022

Aussi, le Sydetom66 souhaite mettre en avant une solution de traitement pour des gisements de petites tailles et dont la logique serait locale afin que les coûts logistiques ne viennent pas grever l'équilibre général de gestion de ces déchets.

En ce sens, le Sydetom66 propose d'ouvrir localement, à Thuir, une micro-plateforme de co-compostage (mélange de biodéchets et déchets végétaux). Il s'agit d'un petit site de valorisation de biodéchets triés à la source qui produit un compost de qualité garantissant un retour au sol des matières organiques. Il fonctionne en andains et peut accueillir 50 à 200 t. par an de restes alimentaires. S'appuyant sur des aménagements et des équipements simples et rustiques, ce site a valeur de test et pourra essaimer en fonction du déploiement de la collecte séparative sur les territoires des différents EPCI.

Le Sydetom66 exploitant la plateforme de broyage de déchets végétaux à Thuir et disposant d'une surface foncière à proximité immédiate, cette micro-plateforme bénéficiera d'une mutualisation du gardiennage et des équipements et surtout du co-produit (les déchets végétaux) indispensable au process de compostage.

Le projet s'appuie sur des partenariats avec deux gros producteurs qui se sont portés volontaires : le Centre Hospitalier Spécialisé de Thuir et la Communauté de Communes des Aspres au travers de deux sites producteurs : la cantine scolaire de l'école Maurette et la cantine du bâtiment multifonctions de Thuir.

Forts de plusieurs d'années d'expérience dans le domaine du co-compostage « à la ferme », à travers la réalisation de plusieurs micro-plateformes mixant déchets verts et déchets organiques issus des industries agro-alimentaires, les services techniques du Sydetom66 souhaitent transférer ce modèle de traitement à la question des biodéchets. Ce projet pourrait démontrer sa pertinence par sa position « intercalaire » entre composteurs de proximité et plateformes « industrielles », offrant ainsi aux collectivités adhérentes un panel de solutions évolutives en fonction des volumes de biodéchets captés au fil du temps.

En conséquence de quoi, il a été établi des projets de conventions (ci-joints), l'une avec la Communauté de Communes des Aspres et l'autre avec le Centre Hospitalier de Thuir aux conditions principales énoncées dans les annexes ci jointes.

LE COMITE SYNDICAL

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT, DELIBERE ET DECIDE

☞ **D'ADOPTER**, l'exposé du Vice-Président ;

☞ **D'ACCEPTER**, les conventions de partenariat d'exploitation Sydetom66 – Communauté de Communes des Aspres et Sydetom66 – Centre Hospitalier Spécialisé de Thuir – pour le démarrage de la plateforme de co-compostage des biodéchets située à THUIR ;

☞ **D'AUTORISER**, le Président Bruno VALIENTE ou son délégué, à signer toutes les pièces utiles à la dévolution de cette affaire.

Nombre de membres présents :	22
Nombre de suffrages exprimés :	29
Nombre de votes pour :	29
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Affiché le 17/10/2022

ID : 066-256601501-20221013-D2022_62-DE



Toulouges le 13 octobre 2022,

Le Président,
Bruno VALIENTE.

DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
Notifiée à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Aspres
et à Madame la Présidente du Centre Hospitalier Spécialisé de Thuir
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

N°63/2022 : REFECTION DE LA TOITURE DE LA RECYCLERIE D'ELNE – DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION

Le Vice-Président, délégué aux déchèteries, filières REP, ISDND et Recycleries, Jacques BARTHES, expose à l'assemblée :

Il rappelle que le projet de réfection de la toiture de la Recyclerie d'Elné a été initié dès le début de l'année 2020. Ce projet portant également sur la réalisation d'une centrale photovoltaïque en toiture, une demande de raccordement au réseau a été sollicitée auprès de ENEDIS ; les travaux d'adjonction d'un poste de livraison se sont déroulés la même année.

Profitant de l'expérience de la SPL Perpignan Méditerranée en matière de réhabilitation de toiture et de développement de centrale solaire, le Sydetom66 a confié, par décision du Président n°12/2021 du 28 juin 2021 une mission d'AMO à cette même SPL.

Initialement le montant prévisionnel des travaux s'établissait à : 185K€ HT (+AMO SPL : 12K€ HT). Leurs consistances principales portant sur :

- Désamiantage de la toiture (1 060 m² - skydômes) ;
- Mise en place d'une toiture en bac acier et renfort léger de la structure ;
- Mise en place de modules photovoltaïques sur +/-540m² (déduction des pentes nord et réservation skydômes). Puissance installée : 80kWc.

Les études préalables ont été reprises dès juillet 2021, l'objectif étant de lancer la consultation des entreprises pour la réalisation des travaux en janvier 2022.

Cependant la phase AVP a mis en évidence des évolutions importantes des prix pratiqués qui ne sont pas uniquement liées au contexte économique conjoncturel ; il est ressorti que les travaux de désamiantage avaient été sous-évalués dans la 1^{ère} estimation (non prise en compte de la présence de locaux sociaux et bureaux à protéger selon certains protocoles stricts), ainsi que la nécessité de renforcer la structure de la charpente en lien direct avec une évolution réglementaire sur l'isolation thermique du bâtiment qui accueille des salariés (et n'est pas un simple entrepôt).

De ce fait, l'enveloppe mobilisait près de 200K€ HT de travaux complémentaires.

En parallèle de ce volet travaux et réalisation, le Sydetom66 avait sollicité dès le 16 juillet 2021, la Présidente de La Région Occitanie sur le projet de rénovation de la toiture de la Recyclerie d'Elne, opération comportant son désamiantage et son équipement d'une centrale solaire ; à cette date, la Région ne déployait pas de financement particulier.

Or, cet été un dispositif d'aides pour le désamiantage des toitures en cas de solarisation en Occitanie a été lancé.

Il permet de bénéficier d'une subvention sur les travaux d'investissement uniquement pour les opérations de désamiantage et le renforcement des toitures ou charpente le cas échéant.

Le Sydetom66 est éligible à ce dispositif d'aides.

Le montant maximal de l'aide est de 25% de l'assiette éligible, plafonnée à 25€/m² de toiture désamiantée. Le montant plafond est de 80 000€.

Dans le cas présent, le montant de l'aide régionale reviendrait pour une superficie désamiantée 1 060m², à 26 500€ de financement.

Ainsi, Le projet de remplacement de la toiture avec création d'une centrale solaire reviendrait, déduction de l'aide de La Région, sur la base des derniers chiffres à 338 183€ HT.

Pendant toute la phase travaux la Recyclerie devra relocaliser son activité dans un autre bâtiment. L'emboîtement de son déménagement, de la consultation des entreprises et de la préparation des travaux placent leur démarrage en janvier 2023.

LE COMITE SYNDICAL

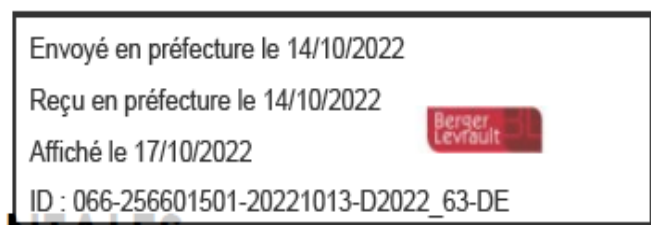
APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT, DELIBERE ET DECIDE

☞ **D'APPROUVER** l'exposé du Vice-Président ;

☞ **DE SOLLICITER** la Présidente de La Région Occitanie dans le cadre du dispositif d'aides pour le désamiantage des toitures en cas de solarisation en Occitanie ;

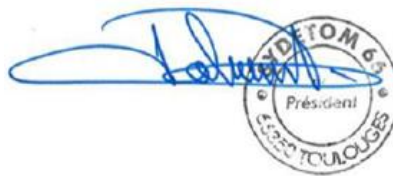
☞ **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de de financement à intervenir avec La Région Occitanie et toutes les pièces utiles à la dévolution de cette affaire.

Nombre de membres présents :	22
Nombre de suffrages exprimés :	29
Nombre de votes pour :	29
Nombre de votes contre :	0
Nombre d'abstentions :	0



Toulouges le 13 octobre 2022,

Le Président,
Bruno VALIENTE.



DIT QUE CETTE DELIBERATION SERA :

- Transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
- Notifiée à Madame la Présidente de la Région Occitanie
- Publiée et affichée suivant les règlements en vigueur

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Au registre figurent les signatures.

PIECES-JOINTES (PJ1 À PJ5)

Disponibles en version dématérialisées sur le site du **Sydetom66 / Zone Téléchargements / Rubrique Comités Syndicaux**